



## *Solidaires Finances Publiques* VAL - DE - MARNE

Local syndical - Hôtel des Finances  
1 Place du Général Billotte - 94 040 CRÉTEIL Cedex  
Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95  
[solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr)

# Déclaration liminaire du Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 29 septembre 2023

Une fois de plus, vous avez décidé de modifier unilatéralement, sans appel et dans des délais très contraignants la date du CSAL qui devait se tenir le 28 septembre.

Pourtant, un semblant d'amélioration avait eu lieu en mai lorsque vous nous aviez soumis un calendrier prévisionnel.

Nous avons alors voulu espérer que l'acculturation au dialogue social était en marche.

Malheureusement, ce retour aux bonnes pratiques aura été de courte durée, puisque les organisations syndicales n'ont pas été consultées lorsque vous avez souhaité déplacer la date de ce CSAL, alors même que ce changement intervenait à la dernière minute.

La courtoisie, et surtout le respect dû aux collègues que nous représentons dans cette instance, devraient en principe suffire à corriger cette injustice.

En effet, compte-tenu du manque d'effectifs et de la charge de travail dans les services, ces changements de dates intempestifs entraînent de grandes difficultés pour mobiliser l'ensemble de nos élus, ce que vous ne pouvez ignorer !

Une fois de plus, nous constatons également que les documents afférant à la commission nous ont été transmis 8 jours avant la réunion, soit le délai prévu en cas d'urgence.

Cet envoi systématique des documents dans des délais aussi serrés, ainsi que la modification des dates de tenue des commissions susmentionnées, ne laissent plus

aucun doute sur la volonté manifeste d'entraver cette instance et les droits syndicaux.

De plus, cette entrave s'ajoute à celles observées dans le cadre des CSAL-S, où nous ne cessons de demander la communication de documents non produits et cependant élémentaires à l'exercice du dialogue social.

Pourtant, les enjeux sont majeurs. Au quotidien, les agents sont confrontés à des restructurations permanentes, à des suppressions d'emplois répétitives et massives, avec les conséquences terribles que cela engendre sur les services et les usagers du service public.

Ces restructurations se font sans aucune considération ni consultation des agents. Nous avons dû insister pour obtenir une réunion au mois de juin sur les restructurations des services de direction. Vous nous avez alors informés que nous aurions largement le temps d'en discuter, aucune réorganisation ne devant avoir lieu avant janvier ou septembre 2024.

Or, la division des Ressources Humaines et de la Formation professionnelle, la division des Particuliers et missions foncières et la division des Professionnels et du recouvrement forcé ont été restructurées dans la précipitation durant l'été.

Et cela, sans qu'aucune instance consultative n'ait été saisie !

Alors que la DGFIP n'a sans doute jamais eu autant besoin de tenir compte des remontées du terrain, ce qui suppose d'abord une écoute attentive, nous ne pouvons que dénoncer les conditions inadmissibles dans lesquelles s'exerce le dialogue social dans notre département.

Solidaires Finances publiques 94, tenant compte de l'ensemble de ces éléments, n'a d'autre choix que de boycotter le CSAL du 29 septembre.

Nous appelons à un changement radical et salutaire de votre part sur le sujet, afin que le mépris ainsi affiché cesse, et nous vous demandons de restaurer enfin le dialogue social auxquels nos collègues ont droit.